

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
DE LA COMMUNE DE GRENADE-SUR-GARONNE**

Séance du 19.12.2023

Le mardi 19 décembre 2023, à 17 heures 30, les membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Commune de Grenade, régulièrement convoqués (date de la convocation : 12/12/2023), se sont réunis sous la présidence de Mr. Jean-Paul DELMAS, Maire de Grenade, Président du C.C.A.S.

Présents :

Mr Jean Paul DELMAS, Président du C.C.A.S.,
Mr François NAPOLI, Vice-Président du C.C.A.S.,
Mme Josie AUREL, Mr Henri BEN AOUN, Mme Valérie MOREEL, Mr Laurent PEEL,
Mme Renée BOUZIGUET, Mme Laura DELAUNAY, Mme Annick GIRARDOT, Mme Fabienne TONDEUR.

Représentés :

Mme Aurélie VIDAL (représentée par Mr Jean Paul DELMAS).

Excusée :

Mme Maryse TROMEUR.

Secrétaire :

Mme Annick GIRARDOT.

N°57/2023 - Convention de partenariat entre le CCAS de Grenade et l'Association ACTIOM.

Afin de proposer aux habitants de gagner en pouvoir d'achat et dans l'objectif de favoriser l'accès aux soins, le CCAS de Grenade a signé une convention de partenariat avec l'association ACTIOM en 2015, pour la mise en place d'un dispositif permettant aux habitants de souscrire des contrats de mutuelle à tarifs négociés.

Cette convention étant arrivée à échéance, et compte tenu de l'importance de l'accès aux soins, Mr le Président propose de la renouveler afin de maintenir le dispositif « ma commune ma santé » pour les habitants de la commune.

Sur proposition de Mr le Président, les membres du Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décident :

- D'approuver le renouvellement de la convention de partenariat entre l'association ACTIOM et le CCAS de Grenade,
- D'approuver les termes de la convention ci-annexée,
- D'autoriser Mr Président à signer ladite convention.

Pour extrait conforme,

Jean-Paul DELMAS,
Maire de Grenade,
Président du Conseil d'Administration du C.C.A.S.,

Annick GIRARDOT,
Secrétaire de séance.



Accusé de réception en préfecture
031-263103525-20231219-57-2023-DE
Date de télétransmission : 21/12/2023
Date de réception préfecture : 21/12/2023

Accusé de réception en préfecture
031-263103525-20231219-57-2023-DE
Date de télétransmission : 21/12/2023
Date de réception préfecture : 21/12/2023

« CONVENTION DE PARTENARIAT ASSOCIATIVE »

Entre les soussignés :

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la commune GRENADE, représenté par son Président Mr Jean Paul DELMAS agissant au nom et pour le compte de la commune, domicilié Espace Chiomento – 17 avenue Lazare CARNOT – 31330 GRENADE

D'une part,

Et :

L'Association ACTIOM, association d'assurés loi 1901, déclarée à la Préfecture de Bordeaux, publiée au Journal Officiel du 24 Mai 2014, sous le numéro 635, représentée par son Président, Mr Thierry CHAMARET, dont le siège social est situé à Villenave D'Ornon (33140), 8 avenue Roger Lapébie,

D'autre part,

En présence de :

SARL PHI PROTEC représenté par Philippe COSSOUL, dont le siège social est situé au 2 Rue Léo Ferré 31150 GRATENTOUR, ci-après dénommé « Partenaire diffuseur de proximité »

Article 1 : Objectifs de la politique sociale du CCAS (CIAS) ou de la commune

Dans le cadre de sa politique sociale visant à améliorer les conditions d'accès à une couverture de frais de santé, le CCAS de la commune de GRENADE accompagne l'accès au dispositif MA COMMUNE MA SANTE à destination de tous les habitants de la commune.

Ce dispositif s'adresse aux jeunes sans emploi, seniors, agriculteurs, professions libérales, commerçants, chômeurs, intérimaires, artisans, certains salariés en Contrat à Durée Déterminée, certains salariés à multi-employeurs ou plus généralement toute personne n'entrant pas dans le cadre des obligations de l'Accord National Interprofessionnel (ANI) du 11 janvier 2013 portant généralisation de la couverture complémentaire des frais de santé (transposée à l'article L.911-7 du Code de la sécurité sociale) et souhaitant améliorer sa couverture maladie complémentaire.

L'objectif prioritaire du dispositif MA COMMUNE MA SANTE, porté par l'Association ACTIOM, est :

- ✓ De palier aux inégalités sociales de santé des personnes qui, par manque de moyens, font l'économie d'une mutuelle ;
- ✓ De permettre de revenir à une couverture de soins minimale en bénéficiant de coût réduit, contribuant ainsi à un retour aux soins de santé ;
- ✓ De proposer des solutions pour obtenir une amélioration du pouvoir d'achat à prestations équivalentes ;
- ✓ De diffuser une information claire et précise sur les différents dispositifs d'aide (CSS), déceler et accompagner les bénéficiaires potentiels.

Pour cela, l'Association ACTIOM a souscrit auprès d'organismes assureurs des contrats collectifs et mutualisés à adhésion facultative. Ces contrats sont présentés par des partenaires diffuseurs de proximité, courtiers et distributeurs dûment habilités conformément à la législation en vigueur relative à la distribution d'assurances et aux termes de conventions de distribution signées avec les organismes assureurs et de conventions de co-courtage.

Par ailleurs, la politique sociale du CCAS vise plus généralement à améliorer la protection sociale complémentaire de tous les habitants de la commune. Dans ce cadre, le CCAS souhaite faciliter l'accès aux habitants à des assurances de personnes, notamment à des garanties de prévoyance et des garanties obsèques, et souhaite ainsi leur permettre d'adhérer aux contrats collectifs à adhésion facultative souscrits par l'association ACTIOM auprès d'organismes assureurs. Ces contrats sont également présentés par des partenaires diffuseurs de proximité, courtiers et distributeurs dûment habilités conformément à la législation en vigueur relative à la distribution d'assurances et aux termes de conventions de distribution signées avec les organismes assureurs et de conventions de co-courtage.

Article 2 : Objectifs de l'association

L'association a pour objet, conformément à ses statuts, de :

- Conclure en faveur de ses adhérents tous contrats d'assurance groupe auprès des Compagnies ou Mutuelles d'assurances autorisées et toutes conventions utiles auprès des organismes de prévoyance, de retraite ou d'assurances de personnes et d'assurance de biens, d'adapter à leur profit ces contrats et conventions, et de permettre aux membres de participer à la gestion des risques qui les concernent conformément à la législation en vigueur ;
- De les informer sur toutes les questions concernant la protection sociale et l'assurance de personne et de biens, à titre individuel et collectif, et d'engager les adhérents à l'action

Annexe de réception en préfecture
031-263103525-20231219-57-2023-DE
Date de télétransmission : 21/12/2023
Date de réception en préfecture : 20/12/2023

d'information, de formation et de communication avec ses membres, et en dehors d'eux pour accueillir de nouveaux membres ;

- De conclure toute convention ou partenariat avec des organismes, notamment des sociétés, associations, fondations proposant un produit ou service présentant un intérêt direct au bénéfice de ses membres ;
- De développer entre ses membres un esprit de solidarité conforme à la tradition mutualiste ;
- De prendre toutes participations et toutes initiatives présentant une utilité directe, indirecte ou complémentaire pour son activité ;
- Elle est force de proposition concernant les produits et services susceptibles d'être distribués par les assureurs avec lesquels elle a conclu des conventions.

Elle s'engage, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération MA COMMUNE MA SANTE à :

- Mettre en place des permanences au CCAS, notamment au moment du démarrage de l'action et sur demande. La fréquence des permanences sera définie en accord avec le CCAS de la commune, avec un minimum de 3 permanences au démarrage de l'action, puis 3 permanences annuelles ou selon les besoins de la Commune afin qu'une mission de conseil soit assurée par les partenaires diffuseurs de proximité auprès des administrés ;
- Fournir des affichettes pour assurer la communication ;
- Permettre l'adhésion des habitants aux contrats d'assurance collectifs Frais de santé qu'elle a souscrit auprès des organismes assureurs, selon les conditions et modalités y fixées, à l'exclusion de tout autre type de contrat d'assurance (ex : habitation, véhicules, RC, etc...) exception faite des contrats d'assurance de personnes ;
- Veiller à ce qu'un service et des prestations de qualité soient assurés par le centre d'accueil téléphonique Ma Commune Ma Santé, confié à un partenaire distributeur habilité à diffuser les contrats d'assurance qu'elle a souscrit, dans le respect de la législation en vigueur relative à la distribution d'assurances ;

Plus généralement, veiller à ce que les partenaires diffuseurs de proximité s'engagent à respecter la législation en vigueur relative à la distribution d'assurances et, à ce titre, s'engagent notamment à :

- Exercer une mission de conseil auprès des habitants ;
- Fournir toutes les informations les concernant, requises par la législation en vigueur ;
- Remettre tous documents précontractuels et contractuels relatifs aux contrats d'assurance souscrits par l'association, conformément à la législation en vigueur ;
- Informer et orienter les personnes éligibles à la CCS vers les contrats agréés pour bénéficier de l'ensemble des droits associés ;
- Informer le CCAS de toutes modifications des tarifs ou prestations proposées, dès qu'elle en a connaissance ;

L'association ACTIOM prend les mêmes engagements s'agissant des contrats collectifs à adhésion facultative afférents à des assurances de personnes, notamment des contrats assurant des garanties de prévoyance et des garanties obsèques, qu'elle a souscrit auprès d'organismes assureurs et qu'elle a distribués aux

Accusé de réception en préfecture
081-263103525-20231219-57-2023-DE
Date de télétransmission : 21/12/2023
Date de réception préfecture : 21/12/2023

habitants de la commune par les partenaires diffuseurs de proximité aux termes de conventions de distribution signées avec les organismes assureurs et de conventions de co-courtage.

Article 3 : Engagement général de l'association

L'association s'engage à fournir au CCAS les renseignements relatifs à cette action et notamment le nombre de personnes ayant adhéré à un contrat d'assurance collectif à adhésion facultative (contrat frais de santé et contrat d'assurances de personnes).

L'association s'engage en outre à respecter toutes les réglementations auxquelles elle peut être soumise par la loi de 1901 et en tant que membre affilié à une fédération.

Article 4 : Engagement du CCAS (CIAS) ou la commune

La Commune autorise l'occupation du domaine public de la Commune par l'Association ACTIOM et les partenaires diffuseurs de proximité des contrats d'assurance souscrits par l'Association ACTIOM.

La présente autorisation est délivrée et acceptée à compter du 1^{er} janvier 2024.

Elle est faite à titre gratuite, précaire et révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

Désignation des locaux mis à disposition : CCAS – Espace Chiomento – 17 avenue Lazare Carnot – 31330 GRENADE

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction. Elle prendra effet à compter de la date portée dans l'article 4.

Article 6 : Dénonciation

La présente convention peut être dénoncée de plein droit, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, sous réserve d'un préavis de 2 mois notifié à l'autre par lettre recommandée avec AR.

L'association prend acte que tout non-respect de sa part de ses engagements, notamment ceux figurant à l'article 2, entraînerait la résiliation immédiate de la présente convention de partenariat sans qu'aucune contrepartie puisse être réclamée au CCAS ou à la commune.

Fait à GRENADE, le

En 3 exemplaires originaux.

Pour le **CCAS**,

Pour le **partenaire diffuseur de proximité**,

Pour **ACTIOM**,